



Le Président de la République a annoncé une nouvelle étape dans les mesures sanitaires, pour freiner l'épidémie avec notamment l'avancée et le dézonage des congés scolaires associé à un passage en distanciel des enseignements. Il y est acculé aujourd'hui.

Quant au ministre de l'Éducation nationale, s'enfermant dans le déni des difficultés concrètes que pose la crise sanitaire dans les écoles, il a réduit le débat à une question binaire : ouverture ou fermeture des lieux scolaires. Sans passer par la « phase 2 » du fameux plan de continuité pédagogique qui prévoit l'hybridation, les demi-groupes, en cas de circulation active du virus. Mais on nous a répété à l'envi qu'il n'y avait pas de circulation active du virus dans les écoles ! Aucun enseignement de la crise sanitaire n'a été tiré depuis un an, le ministre n'a fait preuve d'aucune anticipation et les personnels se retrouvent aujourd'hui, veille de la fermeture des écoles, dans une situation d'impréparation identique à celle de l'an dernier, ce qui est un comble ! Pour le SNUipp-FSU21, il s'agira bien sûr de maintenir la semaine prochaine un lien avec les familles, et certainement pas une poursuite des apprentissages.

Pas de plan d'organisation prévu pour l'accueil des enfants prioritaires, dont les enseignants ne font d'ailleurs pas partie. À la DSDEN, on réfléchissait encore...

Par delà l'épuisement dû à des conditions d'enseignement dégradées, des journées sans aucune pause, la tension continue depuis de longs mois : confinés, puis sous protocoles renforcés allégés ou allégés renforcés, masqués, soumis au non-remplacement et au brassage qui en découle au mépris du protocole... la colère, déjà très présente, est exacerbée ce matin en salle des maitres.sses.

Qu'a fait le ministre depuis 1 an ?! Sinon mentir, finir de démanteler le service public d'éducation, dernier « bastion » du service public, dont cette pandémie a pourtant largement montré le rôle primordial. Et mettre en danger les personnels, les élèves et leur famille, en faisant preuve de déni, de mépris, d'aucune anticipation !

Il a prétendu que les protocoles étaient suffisants là où tout indique que la politique de tests est défailante, rien n'a été fait pour améliorer le bâti et en particulier les possibilités d'aération, le nombre d'élèves par classes continue à être trop élevé alors qu'on pourrait fonctionner en petits groupes grâce à des recrutements supplémentaires et la réquisition de locaux : le Ministre n'a pas voulu agir pour répondre aux alertes des personnels de terrain. La reprise épidémique est d'autant plus forte que toutes les mesures qui auraient dû être prises pour éviter une telle intensité n'ont pas été mises en œuvre. Par ailleurs, au-delà des effets d'annonces, et des promesses jamais tenues depuis janvier, aucun calendrier de vaccination des personnels au contact des usager-es et des élèves n'est établi à ce jour.

Le ministre porte ainsi une lourde responsabilité dans cette situation et signe un aveu d'échec.

Nous allons à nouveau le répéter ! Il est nécessaire de décider d'un réel plan d'urgence pour l'école !

Ces 3 semaines (si elles suffisent...) devront être mises à profit pour prévoir et enfin tenir compte des mesures que nous demandons sans relâche depuis de nombreuses semaines :

- un calendrier de priorité d'accès à la vaccination pour les personnels ;
- définition des cas contacts identiques à celles une vigueur dans le reste de la société ;
- retour partout à la règle protectrice de fermeture de classe à partir d'un cas avéré pour casser les chaînes de contamination ;
- mise en place effective de tests salivaires massifs réalisés dans les écoles par des équipes mobiles ;
- renforcement de l'aération des locaux (purificateurs d'air, capteurs de CO2);
- allègement des effectifs
- fourniture gratuite de masques chirurgicaux aux personnels et aux élèves...

Et après ça, que M.Blanquer démissionne !

Trop c'est trop !

Christine Bernery co-secrétaire du SNUipp-FSU de Côte d'or

Dijon, le 1<sup>er</sup> avril